

La création d'emploi est en panne



En moyenne au cours de l'année 2015, 91 340 salariés ont été déclarés auprès de la CAFAT, soit 180 de plus qu'il y a un an. La création nette d'emploi a été soutenue jusqu'en 2011 (+4 % par an). Elle s'est particulièrement ralentie ensuite (+1 % en moyenne annuelle entre 2012 et 2014), pour s'effondrer en 2015 (+0,2 %). Au cours de l'année 2015, la croissance de l'emploi a cessé au début du 2^e semestre, pour reculer plus nettement en fin d'année. Cette réalité résulte d'une activité économique moins dynamique et modifie les enjeux à venir (voir encadré).

Le privé marque le pas

Le secteur privé, qui a porté la croissance de l'emploi jusqu'en 2011 est beaucoup moins créateur depuis : en 2015, avec 65 390 emplois en moyenne, il perd même quelques emplois (-20 emplois sur un an), après trois années d'atonie. Le ralentissement est particulièrement marqué au dernier trimestre, avec une perte de plus de 800 emplois en glissement annuel par rapport à la fin d'année 2014. Indicateur souvent annonciateur des évolutions de l'emploi salarié global, le recours à l'intérim, plutôt bien orienté en début d'année, recule dès le 2^e semestre. En fin d'année, les entreprises qui se tournent vers l'intérim sont moins nombreuses qu'il y a un an (-10 %), de même que le nombre d'intérimaires recrutés (-7 % en équivalent temps plein).

Sur l'ensemble de l'année, deux secteurs continuent toutefois à créer de l'emploi en 2015 : celui de la santé et de l'action sociale et celui des industries extractives. A l'inverse, la construction est le secteur le plus touché par la diminution des emplois (-4 % sur un an). Les activités spécialisées, scientifiques et techniques, particulièrement créatrices sur la période 2007 - 2011, en lien avec la construction et le démarrage des usines, perdent elles aussi des emplois en 2015 pour la 2^e année consécutive.

Moins d'emplois dans la construction

Avec 8 000 salariés déclarés en moyenne en 2015, le secteur de la construction continue de perdre des emplois pour la 4^e année consécutive (-13 % en 4 ans, soit une perte nette de 1 150 emplois). Au cours de l'année, deux vagues de replis s'enchaînent : la première, plus contenue en début d'année,

et la seconde, plus marquée au début du 2^e semestre (-6 % en glissement annuel). Elles affectent les travaux de construction spécialisés, en particulier les travaux de terrassement et de plâtrerie, les travaux d'installation électrique et la construction de routes. Le ralentissement se traduit aussi par une hausse des licenciements économiques dans le secteur : 150 salariés ont perdu leur emploi suite à un licenciement économique en 2015, soit 17 % de plus qu'un an plus tôt. L'ampleur des procédures de licenciements économiques a doublé, passant de 5 salariés licenciés en moyenne par entreprise en 2014 à 9 en 2015.

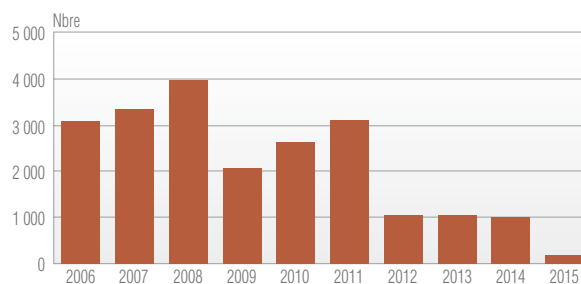
Les employeurs de la province Nord n'échappent pas à cette tendance. Ils déclarent moins de salariés qu'il y a un an (-7 %). La baisse concerne essentiellement les travaux de terrassement. Néanmoins plusieurs projets d'infrastructures et d'équipements prévus à partir de 2016 dans cette province, permettent d'espérer de prochains recrutements dans ce secteur. C'est notamment le cas avec le projet hospitalier basé à Koné, dont les travaux ont débuté.

Sur un an, les créations nettes d'emploi n'ont jamais été aussi faibles. En panne, le secteur privé ne crée pas d'emploi, et dans le public les créations sont limitées. Par extension, la situation sur le marché du travail est tendue.

L'emploi dans les services stagne

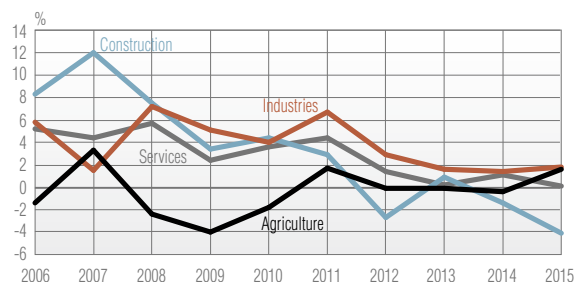
Globalement, le volume d'emploi dans les activités de services est stable sur un an (+0,1 %). Toutefois, les résultats sont très contrastés par sous-secteur. En effet, dans celui de la santé humaine et de

Evolution des créations d'emplois*



* En moyenne annuelle
Note explicative : 1 100 emplois salariés ont été créés entre 2014 et 2015
Sources : ISEE, CAFAT, données provisoires

Evolution de l'emploi salarié par grands secteurs du privé *



* En moyenne annuelle
Sources : CAFAT, ISEE

l'action sociale, près de 250 postes supplémentaires ont été créés. Cette croissance résulte du renforcement des équipes hospitalières qui exerceront au sein du futur pôle hospitalier de Dumbéa, et du regroupement administratif des effectifs de la clinique Magnin, qui étaient comptabilisés en 2014 pour partie au titre des activités de santé et pour partie au titre des activités de holding. Témoin du dynamisme du secteur, les nouvelles offres d'emploi déposées pour le secteur de la santé augmentent de 65 % par rapport à 2014.

A l'inverse, les activités spécialisées, scientifiques et techniques perdent des emplois (-100), en particulier dans les activités d'architecture et d'ingénierie, de même que le secteur transport-entreposage (-90 emplois) notamment pour la manutention portuaire.

Le commerce perd également des effectifs (-80 emplois), alors qu'il en avait toujours créé jusqu'ici. La baisse concerne en particulier le commerce de détail, à l'exception des automobiles et motocycles. En outre, les créations d'entreprises reculent de 6 % sur un an dans le secteur du commerce, et les procédures de licenciements économiques y augmentent de 60 %.

L'industrie crée encore des emplois

En 2015, l'industrie emploie 13 450 salariés, soit 240 personnes de plus qu'il y a un an. Le secteur continue de créer des emplois, à un rythme de croissance (+2 %) bien inférieur toutefois à celui des dix dernières années (+4 % en moyenne). Ce sont les industries extractives qui créent le plus de postes sur un an (+110 soit une hausse de 6 %), en soutien à la hausse de l'activité d'extraction, qui atteint un niveau de production record en 2015. Les industries manufacturières sont également créatrices (+70 postes) de même que les activités de production d'électricité, d'eau, d'assainissement et de gestion des déchets (+60 personnes par rapport à 2014).

Dans l'agriculture, l'emploi salarié est de nouveau à la hausse (+2 % sur un an), après trois années de stabilité. Ces emplois supplémentaires concernent la culture de légumes et de tubercules, et dans une moindre mesure la pêche et aquaculture.

Plus de licenciements économiques

En 2015, 63 entreprises ont eu recours à une procédure de licenciement économique, soit trois entreprises de moins qu'il y a un an. Toutefois, le nombre total de salariés licenciés progresse de 22 % au total sur un an. Ainsi, 310 salariés perdent leur emploi en 2015, à la suite d'une procédure

Evolution de l'emploi salarié* par secteur d'activité

	2014	Effectif 2015	Variation Nbre	%
Emplois salariés par secteur				
Secteur privé	65 412	65 389	-23	0,0
Secteur public	25 748	25 948	200	0,8
Total	91 160	91 337	176	0,2
Emplois salariés du secteur privé				
Agriculture	1 654	1 681	27	1,6
Agriculture, sylviculture et pêche	1 654	1 681	27	1,6
Industries	13 215	13 450	235	1,8
Industries extractives	1 717	1 824	106	6,2
Industries manufacturières	9 929	10 002	72	0,7
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	735	745	10	1,3
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	834	880	46	5,5
Construction	8 338	8 001	-337	-4,0
Services	42 205	42 257	52	0,1
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10 356	10 276	-80	-0,8
Transports et entreposage	4 126	4 039	-87	-2,1
Hébergement et restauration	4 511	4 481	-30	-0,7
Information et communication	995	1 025	30	3,0
Activités financières et d'assurance	2 331	2 335	3	0,1
Activités immobilières	627	649	23	3,6
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 444	2 341	-103	-4,2
Activités de services administratifs et de soutien	5 230	5 163	-67	-1,3
Administration publique	894	923	29	3,2
Enseignement	2 708	2 749	41	1,5
Santé humaine et action sociale	2 797	3 041	245	8,7
Arts, spectacles et activités récréatives	677	699	22	3,2
Autres activités de services	1 526	1 609	84	5,5
Services domestiques	2 959	2 902	-57	-1,9
Activités extra-territoriales	24	24	0	-1,0
Total secteur privé	65 412	65 389	-23	0,0

* Moyenne annuelle
Source : CAFAT, ISEE

Unités : nbre, %

Chiffres clés

	2014	Effectif 2015	Variation Nbre	%
Emplois salariés par secteur				
Secteur privé	65 412	65 389	-23	0,0
Secteur public	25 748	25 948	200	0,8
Total	91 160	91 337	177	0,2
Intérim				
Salariés (équivalents temps plein)	9 318	10 850	1 532	16,4
Entreprises utilisatrices	5 702	5 708	6	0,1
Licenciements économiques				
Salariés licenciés	251	307	56	22,3
Entreprises concernées	66	63	-3	-4,5
Chômage partiel				
Salariés concernés	360	nd	///	///
Entreprises concernées	39	nd	///	///
Heures indemnisées	45 216	nd	///	///
Chômage total				
Nombre moyen de chômeurs indemnisés chaque mois	2 368	2 304	-64	-2,7
Nombre moyen de jours indemnisés chaque mois	67 185	66 508	-677	-1,0
Marché du travail				
Nombre moyen de DEFM*	7 028	7 149	121	1,7
Nombre total de 1ères inscriptions au cours de l'année	4 994	5 978	984	19,7
Nombre moyen d'OEA FM**	1 631	1 699	68	4,2
Nombre total de nouvelles offres d'emploi déposées au cours de l'année	9 611	8 244	-1 367	-14,2

*DEFM : demandeurs d'emploi en fin de mois
**OEA FM : offres d'emploi actives en fin de mois
Sources : ISEE, CAFAT, DTE, IDCNC

Unités : nbre, %

de licenciement économique. En moyenne, chaque entreprise qui y a recours en 2015 se sépare de 5 salariés, contre 4 un an plus tôt.

Le secteur public continue de créer des emplois

L'emploi salarié dans le secteur public continue de progresser cette année (+1 % sur un an), mais à un rythme ralenti par rapport à celui de la dernière décennie (+2 % en moyenne).

Ainsi, il crée 200 emplois supplémentaires

par rapport à 2014. La hausse concerne les établissements publics locaux. Parallèlement, l'embauche de contractuels continue de progresser, mais moins fortement que les années précédentes.

Le marché du travail est morose

En 2015, le nombre d'employeurs recule (-3 % sur un an) pour la 2^e année consécutive. Ainsi, ils sont 220 de moins qu'il y a un an. Outre la baisse d'un tiers des ménages qui sont employeurs, les secteurs économiques qui perdent des employeurs sont

sans surprise ceux de la construction, du commerce et du transport-entreposage.

Parallèlement, 7 150 **demandeurs d'emploi** en fin de mois (DEFM) ont été recensés en moyenne chaque mois par les services de placement, soit 120 personnes de plus qu'en 2014. Depuis 2013, la demande d'emploi progresse chaque année après qu'elle ait sensiblement diminué en 2011 et 2012 (-8 % en moyenne). Le contexte économique plus tendu pèse sur la demande d'emploi. Les demandeurs se sont présentés plus nombreux en province Sud, comme en province Nord (+2 % en moyenne).

La hausse a concerné plus particulièrement le secteur du transport et de la logistique, et dans une moindre mesure celui du commerce.

Par ailleurs, l'**offre d'emploi** est moins dynamique : les nouvelles offres déposées baissent de 14 % sur un an. Toutefois, l'offre avait été boostée en 2014 par le recensement de la population. En 2015, la baisse des offres concerne essentiellement trois catégories de métiers : les activités de support à l'entreprise (950 offres de moins qu'en 2014, conséquence directe du surcroît ponctuel d'offres déposées à l'occa-

sion du recensement de la population) ; l'industrie (-200 offres) et le commerce (-120 offres).

Au cours de l'année 2015, le nombre moyen de **chômeurs indemnisés** chaque mois par la CAFAT diminue de 3 % par rapport à 2014. Ainsi, 2 300 chômeurs en moyenne sont indemnisés en 2015, contre 2 370 un an plus tôt. Toutefois, le seuil des 2 000 bénéficiaires atteint en 2013 se maintient pour la 3^e année consécutive. Trois chômeurs indemnisés sur quatre ont entre 26 à 50 ans.

Le retour à la situation antérieure est-il possible ?

Le repli des créations d'emploi apparaît comme une conséquence directe de la sortie d'une période d'euphorie ou de surchauffe de l'économie, liée notamment aux projets métallurgiques. Toutefois, la société calédonienne s'est adaptée à ce rythme de créations d'emplois au cours de cette période.

Rapportés à l'accroissement de la population en âge de travailler (15 – 64 ans), les chiffres de l'évolution de l'emploi apportent un autre éclairage :

Sur la période 2004 – 2009, au cours de laquelle l'emploi était particulièrement dynamique, les créations d'emplois salariés ont dépassé largement l'accroissement de la population : +15 000 emplois salariés, pour +13 000 personnes de 15 à 64 ans. Au cours de cette période, les emplois ont été pourvus par l'entrée sur le marché du travail de personnes précédemment inactives, notamment des femmes, plutôt que par une réduction des demandeurs d'emplois ou de l'arrivée d'actifs migrants.

À l'inverse, sur la période plus récente (2009 – 2014), les créations d'emplois salariés ne couvrent plus, à elles seules, l'accroissement de la population en âge de travailler : +9 000 emplois salariés pour +12 000 personnes de 15 à 64 ans.

Depuis 2004, l'entrée massive dans l'emploi salarié a facilité l'accès à de nouveaux types de consommation pour des personnes qui jusqu'alors vivaient d'autres modes d'activité. Dès lors le ralentissement de l'emploi, s'il devait se prolonger, pourrait avoir un retentissement sur l'économie du territoire.